

**ORIENTATION MINISTÉRIELLE RELATIVE À
L'AMORCE DE LA PRISE EN CHARGE EN VERTU DE LA
LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE
AU SORTIR DE LA TABLE D'ORIENTATION**

Les enfants sont des êtres vulnérables. Quand, au surplus, leurs parents sont en difficulté et ne parviennent pas à assurer leur protection, leur vulnérabilité est décuplée. Il importe donc, dans le respect de leur intérêt et de leurs droits, d'agir avec célérité dans la mise en place de l'aide et des services requis par eux-mêmes et par leurs parents afin d'éviter qu'une nouvelle situation préjudiciable ne se produise.

Il ne faut jamais perdre de vue qu'un enfant en besoin de protection qui est sans suivi et sans services est un enfant à haut risque de maltraitance.

L'établissement d'une relation de confiance entre la famille et l'intervenant étant la pierre angulaire d'une démarche d'intervention fructueuse, il est aussi nécessaire de prendre tous les moyens possibles pour assurer la stabilité et la continuité de l'intervention. Concrètement, cela signifie de limiter au maximum les changements d'intervenants et d'assurer l'élaboration d'un plan d'intervention ou d'un plan de services intégrés avec ces derniers et l'ensemble des acteurs concernés.

L'avènement d'un signalement et la démarche d'évaluation-orientation qui s'ensuit ont généralement pour effet de déstabiliser la dynamique familiale et de créer une fenêtre d'opportunités particulières pour rejoindre et mobiliser l'enfant et ses parents dans la mise en place des changements requis pour assurer la protection de l'enfant. Afin de profiter de cette ouverture et de maximiser les retombées positives de l'intervention du directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), il faut limiter au minimum possible le délai d'évaluation-orientation et préconiser l'amorce d'une prise en charge rapide. Plus le temps passe et plus « le choc » de l'intervention du DPJ s'estompe et incite la famille à se réinstaller dans sa dynamique habituelle, ce qui nuit à l'adhésion et à l'engagement des personnes concernées par la démarche d'intervention.

Il importe donc, à chacune des étapes du processus en protection de la jeunesse d'assurer rapidement la mise en place d'un suivi adapté à la situation et des services requis pour l'enfant et ses parents.

Pour ces motifs et afin d'assurer la protection des enfants et le respect de leurs droits fondamentaux

Il est attendu que, dans l'exercice de leurs responsabilités, les directrices et directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ), en collaboration avec les directrices et directeurs des programmes jeunesse (DPJe), prennent les mesures nécessaires afin que les enfants et les familles orientés à l'application des mesures ne soient en aucune circonstance placés en liste d'attente au sortir de la table d'orientation ou du transfert personnalisé pour qu'ils puissent profiter rapidement d'une offre de services adaptée à leurs besoins.

Dans le contexte d'une orientation finalisée :

Il est attendu dans le cadre d'une orientation volontaire que le DPJ, en collaboration avec le DPJe, assure l'amorce d'une prise en charge active auprès de la famille dès la signature de l'entente convenue à la table d'orientation ou lors du transfert personnalisé, étant entendu que celle-ci doit se conclure dans les jours suivants la table ou le transfert.

Il est attendu dans le cadre d'une orientation judiciaire devant se conclure à très court terme (maximum deux semaines) que le DPJ, en collaboration avec le DPJe, assure l'amorce d'une prise en charge active auprès de la famille dès l'obtention de l'ordonnance finale.

Par considération à l'égard des enfants et des parents, et dans une perspective de stabilité et de continuité, l'intervenant alors présenté à la famille doit être celui identifié pour prendre sans délai le relais dans l'intervention à titre de personne autorisée en vertu de l'article 33.

Dans le contexte d'une orientation judiciaire non finalisée :

Il est attendu dans le contexte d'une orientation judiciaire qui risque d'être finalisée tardivement à la suite de la table d'orientation que le DPJ, en collaboration avec le DPJe, assure l'amorce d'une prise en charge active sur la base d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 76.1 ou du consentement donné par la famille relativement à la mise en place d'un suivi dès la tenue de la table d'orientation ou du transfert personnalisé. Dans ce contexte, il voit à la mise en place des services ordonnés ou consentis par l'enfant et ses parents. Dans le contexte où aucune ordonnance n'a été rendue, il est justifié d'amorcer un tel suivi dans la mesure où l'enfant de plus de 14 ans et ses parents expriment une ouverture à une quelconque forme d'aide. Tant que l'ordonnance finale n'est pas rendue, la personne autorisée en vertu de l'article 32 demeure légalement responsable de la situation de l'enfant. L'intervenant à l'application des mesures agit alors comme collaborateur.

Il est attendu qu'advenant un refus complet de la famille de recevoir quelques services que ce soient, le DPJ apprécie la pertinence et la nécessité de saisir la Chambre de la jeunesse en vertu de l'article 76.1 afin que des services soient ordonnés. Dans le respect des droits de l'enfant et de ses parents, le DPJ ne peut contraindre la famille à recevoir des services. Seul un tribunal peut le faire. Par conséquent, si le DPJ décide de s'abstenir de présenter une requête en urgence à la Chambre de la jeunesse ou si une telle requête était rejetée, l'intervenant responsable de l'évaluation-orientation demeurera l'intervenant principal et devra poursuivre son implication auprès de la famille afin d'exercer la vigilance attendue à l'égard de la protection de l'enfant.